

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**
Public Works and Government Services Canada
ATB Place North Tower
10025 Jasper Ave./10025 ave. Jaspe
5th floor/5e étage
Edmonton
Alberta
T5J 1S6
Bid Fax: (780) 497-3510

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

Proposal To: Public Works and Government Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet Rapports d'étude du marché visant l	
Solicitation No. - N° de l'invitation EP721-151811/A	Date 2015-04-23
Client Reference No. - N° de référence du client PWGSC-EP721-151811	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$EDM-305-10425	
File No. - N° de dossier EDM-4-37257 (305)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-05-19	Time Zone Fuseau horaire Mountain Daylight Saving Time MDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Campbell (EDM), Brad	Buyer Id - Id de l'acheteur edm305
Telephone No. - N° de téléphone (780) 721-5224 ()	FAX No. - N° de FAX (780) 497-3510
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA ATB PLACE NORTH, 5TH FLOOR 10025 JASPER AVE EDMONTON Alberta T5J1S6 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada
ATB Place North Tower
10025 Jasper Ave./10025 ave Jasper
5th floor/5e étage
Edmonton
Alberta
T5J 1S6

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

EP721-151811/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

edm305

Client Ref. No. - N° de réf. du client

PWGSC-EP721-151811

File No. - N° du dossier

EDM-4-37257

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Cette page est intentionnellement vide.

Rapports d'étude du marché visant les propriétés résidentielles à Fort Simpson, Fort Smith, Rivière Hay, Inuvik, Norman Wells et Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
1.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	3
1.2 COMPTE RENDU	3
1.3 ACCORDS COMMERCIAUX.....	3
1.4 ENTENTES SUR LES REVENDICATIONS TERRITORIALES GLOBALES	3
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUSMISSIONNAIRES	3
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	3
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	4
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	4
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION	5
2.5 LOIS APPLICABLES	6
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	6
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	6
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	7
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	7
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	9
PARTIE 5 – ATTESTATIONS	9
5.1 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT	9
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	11
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	11
6.2 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	11
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	11
6.4 DURÉE DU CONTRAT	11
6.5 RESPONSABLES.....	11
6.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	12
6.7 PAIEMENT.....	12
6.8 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	13
6.9 ATTESTATIONS	13
6.10 LOIS APPLICABLES	14
6.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	14
6.12 CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	14
ANNEXE « A » - ÉNONCÉ DES TRAVAUX	15
APPENDIX « 1 » - VERSION LONGUE DE LA LISTE DE VÉRIFICATION DES LOGEMENTS COMPARABLES DU MARCHÉ	20
ANNEXE « B » - BASE DE PAIEMENT	21
ANNEXE « C » - PARTICIPATION DES BÉNÉFICIAIRES DE L'ACCORD DE REVENDICATION FONCIÈRE GLOBALE – RAPPORT D'AVANCEMENT.....	22

N° de l'invitation - Solicitation No.

EP721-151811/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

PWGSC-EP721-151811

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

EDM-4-37257

Id de l'acheteur - Buyer ID

edm305

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « D » - POSSIBILITÉS OFFERTES AUX AUTOCHTONES – CRITÈRES D'ÉVALUATION..... 23

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Énoncé des travaux

Les travaux à exécuter sont décrits en détail à l'article 6.2 des clauses du contrat éventuel.

1.2 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.3 Accords commerciaux

Ce besoin est limité aux produits et(ou) services canadiens.

1.4 Ententes sur les revendications territoriales globales

Ce marché est assujéti aux ententes sur les revendications territoriales globales suivantes (ERTG) :

- Entente sur la revendication territoriale globale des Gwich'in, article 10 - Mesures économiques;
- Convention définitive des Inuvialuit, article 16 - Mesures économiques ;
- Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et Métis du Sahtu, article 12 – Emplois et marchés du gouvernement ;
- Accord sur les revendications territoriales du peuple tlicho, chapitre 26 - Mesures économiques

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2014-09-25) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui** () **Non** ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui** () **Non** ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 7 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les

soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois *devant Alberta*, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (4 copies papier)

Section II : Soumission financière (1 copies papier)

Section III : Attestations (1 copies papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

Les soumissionnaires doivent préciser le degré et l'étendue des possibilités offertes aux bénéficiaires de l'Accord de revendication foncière globale dans le cadre de ce marché.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement reproduite à l'annexe « B ». Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

3.1.1 Fluctuation du taux de change

C3011T (2010-01-11) Fluctuation du taux de change

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**4.1 Procédures d'évaluation**

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique**4.1.1.1 Critères techniques obligatoires**

Les exigences obligatoires sont évaluées sur la simple base de la réussite ou de l'échec. Pour être considérée comme recevable, une offre doit répondre à tous les critères obligatoires suivants au moment de la clôture de la période de soumission. Si la proposition d'un soumissionnaire ne répond pas à l'une des exigences obligatoires, elle sera jugée irrecevable.

- M1** Le soumissionnaire doit clairement montrer que la ressource proposée possède un minimum d'un an d'expérience au cours des cinq dernières années dans la réalisation d'études du marché immobilier approfondies dans les Territoires du Nord-Ouest, le Nunavut ou le Yukon.

le soumissionnaire et les ressources proposées doivent montrer qu'ils ont utilisé des descriptions de projet qui englobent :

- a) Description du projet
- b) Calendrier du projet – dates et nombre total de mois (p. ex., de janvier 2005 à janvier 2006 – 12 mois)
- c) Objectif et résultat du projet
- d) Nom et description de l'organisme client
- e) Nom et numéro de téléphone de la référence du client;
- f) Envergure et valeur en dollars
- g) Contribution de la ressource proposée au projet

Il convient de noter que les mois d'expérience indiqués dans le cadre d'un projet pour lequel l'échéancier chevauche celui d'un autre projet cité en référence ne seront comptés **qu'une seule fois**. Par exemple, le projet 1 a été réalisé de juillet 2011 à décembre 2011, et le projet 2 d'octobre 2011 à janvier 2012. Le nombre total de mois d'expérience pour ces deux projets donnés en référence s'élève à sept (7) mois. Les soumissionnaires sont invités à inscrire entre parenthèses le nombre de mois revendiqués pour un projet fourni en référence, lorsqu'il chevauche un autre projet.

Curriculum vitæ des ressources proposées : Sauf indication contraire dans la DP, la soumission technique doit comprendre les curriculum vitæ des experts-conseils proposés dans la demande de soumissions qui démontrent que chaque personne proposée satisfait aux exigences.

- M2** Le soumissionnaire doit clairement montrer que la ressource proposée est un membre en règle de l'Institut canadien des évaluateurs (et possède le titre AACI) ou de l'Ordre des évaluateurs agréés du Québec (et possède le titre). Le nom et le titre du soumissionnaire doivent figurer au répertoire actuel des membres agréés de leur association.

Études : L'attestation d'études (diplôme, etc.) doit être décernée par un établissement d'enseignement reconnu dans le domaine d'expertise.

Les ressources proposées doivent satisfaire aux exigences en matière d'études de la catégorie d'expert-conseil pour laquelle les ressources ont été proposées. Lorsque, selon la DP, le soumissionnaire doit fournir de l'information sur le niveau d'étude des personnes proposées, celles-ci doivent détenir une attestation d'études décernée par un établissement d'enseignement (université, collège, école secondaire) reconnu* du Canada, ou l'équivalent établi par un service d'évaluation des titres de compétence reconnu* au Canada, si l'attestation a été obtenue à l'étranger.

*La liste des organismes reconnus se trouve sur le site Web du Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux à l'adresse suivante :
<http://www.cicic.ca/1/accueil.canada>.

4.1.2 Évaluation financière

4.1.1.1 Le prix total évalué de la soumission sera déterminé à l'aide des prix indiqués à la Base de paiement (Annexe B) et il sera calculé comme suit :

- (a) Le soumissionnaire doit fournir un prix de lot ferme (Section A).
- (b) Le pourcentage de réduction obtenu pour les considérations relatives aux possibilités pour les Autochtones sera alors appliqué au prix de lot ferme conformément à l'Annexe D, pour obtenir le prix total évalué de la soumission.

4.1.1.2 SACC Manual Clause

Clause du *Guide des CCUA* [A0220T](#) (2014-06-26) Évaluation du prix

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Méthode de sélection - critères techniques obligatoires

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – renseignements connexes

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées 2003. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

5.1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

5.1.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.1.3.1 Attestation du contenu canadien

Cet achat est limité aux services canadiens.

Le soumissionnaire atteste que :

() le service offert est un service canadien tel qu'il est défini au paragraphe 2 de la clause A3050T.

5.1.3.1.1. *Clause du Guide des CCUA A3050T (2014-11-27) Définition du contenu canadien.*

5.1.3.2 Statut et disponibilité du personnel

5.1.3.2.1 *Clause du Guide des CCUA A3005T (2010-08-16) Statut et disponibilité du personnel*

5.1.3.3 Études et expérience

5.1.3.3.1 *Clause du Guide des CCUA A3010T (2010-08-16) Études et expérience*

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

6.1.1 Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « A » et à la soumission technique de l'entrepreneur intitulée _____, en date du _____.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2010B (2014-09-25), Conditions générales - services professionnels (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au 31 mars 2016 inclusivement.

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Brad Campbell
Spécialist en approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
ATB Place North Tower (Telus Plaza North)
5e étage, 10025, avenue Jasper Edmonton (Alberta) T5J 1S6

Téléphone : 780-721-5224

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EP721-151811/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
PWGSC-EP721-151811

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
EDM-4-37257

Id de l'acheteur - Buyer ID
edm305
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Télécopieur : 780-497-3510

Courriel : brad.campbell@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : _____

Titre : _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

Courriel : _____

6.6. Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

6.7. Paiement

6.7.1 Base de paiement - prix ferme, prix unitaire(s) ferme(s) ou prix de lot(s) ferme(s)

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé *un prix ferme précisé(s) dans l'annexe B*, selon un montant total de _____ \$. Les droits de douane *sont inclus*, et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.7.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* [C6000C](#) (2011-05-16), Limite de prix

6.7.3 Paiement unique

Clause du *Guide des CCUA* [H1000C](#) (2008-05-12), Paiement unique

6.7.4 Clauses du Guide des CCUA

A9117C (2007-11-30), T1204 - demande directe du ministère client

C0705C (2010-01-11), Vérification discrétionnaire des comptes

C0710C (2007-11-30), Vérification du temps et du prix contractuel

6.8 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Chaque facture doit être appuyée par:

- a. une copie du document de sortie et de tout autre document tel qu'il est spécifié au contrat;
 - b. une copie du rapport d'avancement sur la participation des bénéficiaires de l'accord de revendication foncière globale.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
 - b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

6.9 Attestations

6.9.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le

droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

6.9.2 Clauses du Guide des CCUA

A3060 (2008-05-12), Attestation du contenu canadien

6.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ (*insérer le nom de la province ou du territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission, s'il y a lieu*), et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2010B (2014-09-25) Conditions générales - services professionnels (complexité moyenne);
- c) Annexe A, Énoncé des travaux;
- d) Annexe B, Base de paiement;
- e) la soumission de l'entrepreneur en date du _____ (*inscrire la date de la soumission*) (*si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'attribution du contrat : « clarifiée le _____ » ou « , modifiée le _____ » et inscrire la ou les dates des clarifications ou modifications*).

6.12 Clauses du Guide des CCUA

A7017C (2008-02-12), Remplacement d'individus spécifiques

A9068C (2010-01-11) Règlements concernant les emplacements du gouvernement

B9028C (2007-05-25), Accès aux installations et à l'équipement

G1005C (2008-05-12) Assurances

ANNEXE « A » - ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Rapports d'étude du marché visant les propriétés résidentielles à Fort Simpson, Fort Smith, Rivière Hay, Inuvik, Norman Wells et Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)

Devis de projet

Contexte

Un client interne nous a demandé d'entreprendre un rapport d'étude du marché (REM) chacune des six collectivités suivantes : Fort Simpson, Fort Smith, Rivière Hay, Inuvik, Norman Wells et Yellowknife.

L'*objectif* des rapports est d'estimer la fourchette des taux de location (pour les divers types d'espaces et d'immeubles susmentionnés), en fonction des données les plus pertinentes sur le marché et selon la définition suivante :

Loyer du marché, lequel peut être défini comme le revenu locatif qu'on pourrait probablement obtenir pour une propriété dans un marché ouvert ; il est déterminé par les loyers actuels payés et exigés dans des logements comparables à la date de l'évaluation/analyse.

La *fonction* des rapports est d'aider TPSGC à négocier et à fixer des taux de location équitables en fonction du marché dans le cadre des négociations et des transactions actuelles et futures, et d'établir des taux de location conformes au marché pour les logements appartenant à l'État.

L'information requise par notre client consiste en une étude et une analyse approfondies de divers types d'unités de logement résidentielles dans six collectivités dans les Territoires du Nord-Ouest.

Essentiellement,

Résidentiel : Taux de location actuels pour les types d'habitations résidentielles suivantes :

- Maison unifamiliale détachée de trois et quatre chambres
- Maison en rangée de trois et quatre chambres
- Duplex de trois chambres
- Appartement d'une et de deux chambres
- Les taux de location pour toutes les habitations susmentionnées doivent être fournis en excluant les frais des services publics et le mobilier
- **Durée du bail : Indiquer le montant du loyer mensuel.**
- Les frais typiques de fonctionnement et des services publics pour les habitations susmentionnées selon le type de logement résidentiel et la taille (c.-à-d. le nombre de chambres) doivent être indiqués séparément, ventilés par type de service public et exprimés par mètre carré par année
 - Électricité
 - Frais pour l'approvisionnement en eau au logement
 - Frais pour l'élimination des eaux usées et des ordures
 - Frais pour le combustible de chauffage du logement
 - Autre (au besoin)

Rem. importante : Les appartements, maisons en rangée et maisons unifamiliales détachées doivent avoir **au minimum** une superficie hors œuvre brute qui correspond aux suivantes :

Une (1) chambre.....	65 m ²
Deux (2) chambres.....	85 m ²
Trois (3) chambres.....	115 m ²
Quatre (4) chambres.....	130 m ²

Rem. importante : Le nombre minimal acceptable d'immeubles ou de logements à inclure dans l'étude selon la collectivité est le suivant :

Fort Simpson

Résidences unifamiliales détachées

Maisons individuelles de trois (3) chambres – 11 unités

Maisons individuelles de quatre (4) chambres – 5 unités

Duplex

Nombre minimum d'immeubles à étudier – 6 unités de trois chambres

Fort Smith

Résidences unifamiliales détachées

Maisons individuelles de trois (3) chambres – 9 unités

Maisons individuelles de quatre (4) chambres – 3 unités

Rivière Hay

Résidences unifamiliales détachées

Maisons individuelles de trois (3) chambres – 18 unités

Maisons individuelles de quatre (4) chambres – 2 unités

Inuvik

Résidences unifamiliales

Maisons individuelles de trois (3) chambres – 27 unités

Maisons individuelles de quatre (4) chambres – 12 unités

Duplex

Nombre minimum d'immeubles à étudier – 10 unités de trois chambres

Immeubles d'habitation

Nombre minimal de complexes immobiliers à étudier – 1

(contenant au moins 8 unités d'une CC, 8 unités de deux CC)

Norman Wells

Résidences unifamiliales détachées

Maisons individuelles de trois (3) chambres – une unité

Duplex

Nombre minimum d'immeubles à étudier – 4 unités de trois chambres

Yellowknife

Résidences unifamiliales

Maisons individuelles de trois (3) chambres – 18 unités

Maisons individuelles de quatre (4) chambres – 35 unités

Maisons en rangée

Nombre minimum de complexes immobiliers à étudier – 19

(contenant au moins 103 unités de trois CC, et 27 unités de quatre CC)

Duplex

Nombre minimum d'immeubles à étudier – 26 unités de trois chambres

Immeubles d'habitation

Nombre minimum de complexes immobiliers à étudier – 11

(contenant au moins 30 unités d'une CC, 16 unités de deux CC)

Dans cet exercice, il faut faire une liste de vérification des logements comparables en **version longue** (en suivant **exactement** la présentation fournie dans le fichier *Long Form Market Data Comparables Checklist.xls*) pour chaque unité de logement résidentiel (ULR) comparable.

Il ne faut apporter aucune modification à la présentation de la feuille de calcul, car celle-ci sera utilisée pour importer les renseignements dans une base de données. La photographie (fichier .jpeg) doit être insérée dans la rangée correspondante, une photo devant être fournie pour chaque logement comparable.

Il faut indiquer la fourchette de loyer établie pour chaque type d'habitation et nombre de chambres en se fondant sur les éléments suivants : l'âge (habitations nouvelles ou plus récentes par rapport aux habitations plus âgées) et l'emplacement dans Yellowknife, selon les constatations faites dans le cadre de l'évaluation des habitations visées, les observations et le jugement de l'évaluateur.

De plus, il faut expliquer les conditions actuelles du marché, pour chaque type d'habitation, dont, entre autres, les acteurs principaux (propriétaires et locataires), les motivations, les nuances du marché et toute autre information pertinente (passée et présente) qui a une incidence sur ce segment du marché.

Au moment de l'octroi du contrat, on indiquera les types de logements représentatifs de chaque cas de figure, avec une quantité limitée de détails.

Présentation et contenu du rapport d'étude

L'évaluateur fournira un aperçu actualisé du marché et indiquera les répercussions du marché pour le logement résidentiel dans chaque collectivité, à savoir Fort Simpson, Fort Smith, Rivière Hay, Inuvik, Norman Wells et Yellowknife.

Chaque logement « comparable » indiqué dans l'étude contiendra les renseignements suivants : (une page par logement comparable)

- Adresse, description officielle, année de construction, photographie de l'extérieur de l'habitation, brève description de l'endroit et du voisinage où se trouve l'habitation, brève description de l'habitation et de son état général, les locataires (le cas échéant), l'évaluation et les taxes, le loyer mensuel, la durée du bail et la date d'expiration (le cas échéant).

Il faut aussi donner un tableau sommaire pour chaque type d'immeuble ou de logement incluant toutes les habitations « comparables » indiquées et incluses dans l'étude. Il doit comprendre les éléments suivants :

Résidentiel : Habitation comparable/numéro de l'indice des coûts de logement, adresse, type d'habitation (par ex., maison en rangée), nombre de chambres, superficie en mètres carrés, loyer mensuel, loyer au mètre carré.

Exigences additionnelles visant l'étude – Prévisions des loyers et taux de location et des dépenses

En plus des conditions actuelles du marché, nous vous demandons également vos prévisions quant aux conditions futures du marché. Pour éviter toute confusion, ces prévisions seront présentées dans une section distincte du Rapport d'étude pour un avenir rapproché (un an) et fondées sur la connaissance du marché local de l'évaluateur dans chacune des six collectivités visées. Par exemple, annonces ou politiques récentes ou prévues des secteurs public et privé, nouveau financement, nouvelles initiatives, pressions inflationnistes et déflationnistes, taux d'inoccupation, demande, etc. qui auront (ou pourraient avoir) des incidences sur le marché résidentiel local à l'étude.

Les données recueillies comprendront les éléments suivants :

- Disponibilité actuelle (c.-à-d. logements inoccupés ou dont le bail expirera bientôt) pour le marché résidentiel et les loyers ou taux de location demandés,
- Taux d'inoccupation actuels et projetés,
- Changements dans l'offre et la demande actuels et projetés ou anticipés pour les espaces résidentiels

À la lumière de tout ce qui précède, nous demandons :

- une discussion et des prévisions concernant les hausses et les baisses attendues des loyers/taux et dépenses pour les habitations résidentielles (par type et par nombre de chambres) pour chaque collectivité. **La période des prévisions est d'un an à compter de la date d'effet de l'étude.**

Produits livrables

Le Rapport d'étude du marché intégrera toutes les collectivités (Fort Simpson, Fort Smith, Rivière Hay, Inuvik, Norman Wells et Yellowknife) dans un même rapport.

La date d'effet de l'étude devrait être une date précise (par ex. à la date de l'inspection).

L'évaluateur fournira un rapport tel qu'il est défini dans les Lignes directrices de TPSGC -1B5 Produits d'évaluation destinés à justifier les activités de location et de cession à bail. Il est possible de consulter les lignes directrices à l'adresse suivante :

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/biens-property/vltn/index-fra.html>

L'évaluateur fournira un ***rapport provisoire*** au Programme d'évaluation de TPSGC aux fins d'examen avant de finaliser son rapport. Le rapport provisoire doit être soumis au Programme d'évaluation **au plus tard 10 semaines suivant l'attribution du contrat.**

L'évaluateur enverra une copie électronique par courriel du ou des rapports **provisoires** au chargé de projet pour examen et approbation par TPSGC.

L'évaluateur doit fournir une réponse adéquate et/ou faire une révision au Programme d'évaluation en ce qui concerne toutes ambiguïtés, contradictions, préoccupations ou questions qui pourraient survenir à la suite de l'examen du rapport préliminaire par le Programme d'évaluation de TPSGC.

Une fois le(s) rapport(s) accepté(s) par TPSGC, y compris toutes les révisions nécessaires, une copie électronique en format PDF du rapport **final** signé sera transmise au chargé de projet à TPSGC.

Le rapport d'évaluation doit être rédigé et signé par un membre en règle de l'Institut canadien des évaluateurs (AACI) ou de l'Ordre des évaluateurs agréés du Québec (ÉA). De plus, le rapport doit respecter les normes de l'association du membre.

N° de l'invitation - Solicitation No.
EP721-151811/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
PWGSC-EP721-151811

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
EDM-4-37257

Id de l'acheteur - Buyer ID
edm305
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

APPENDIX « 1 » - VERSION LONGUE DE LA LISTE DE VÉRIFICATION DES LOGEMENTS COMPARABLES DU MARCHÉ

Attaché comme un document séparé

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EP721-151811/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
PWGSC-EP721-151811

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
EDM-4-37257

Id de l'acheteur - Buyer ID
edm305
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « B » - BASE DE PAIEMENT

- Les prix fermes doivent comprendre la totalité de la main-d'œuvre, de la supervision, des matériaux, de l'équipement, des outils, des frais de déplacement/repas/logement, des permis et des frais généraux, nécessaires à la prestation des services par l'entrepreneur aux termes de l'énoncé des travaux en annexe A ci-jointe.
- Destination FAB pour tous les produits livrables / rapports.
- Les prix proposés demeureront les mêmes pour toute la durée du contrat.
- Les prix proposés ne comprennent pas les taxes applicables. Toutefois, celles-ci seront ajoutées comme article distinct sur chaque facture émise en vertu du contrat.

Article	Description	Unité	Prix fixe (\$ CA)
1.	Prix de lot ferme pour les services d'évaluation précisés à l'annexe A de l'énoncé des travaux	1 Lot	\$
Prix ferme total (\$ CA)			\$

TAXES APPLICABLES :

Les taxes applicables totales estimées ne sont pas incluses dans les montants ci-dessus. Elles seront indiquées comme article distinct sur chaque facture.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EP721-151811/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
PWGSC-EP721-151811

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
EDM-4-37257

Id de l'acheteur - Buyer ID
edm305
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « C » - PARTICIPATION DES BÉNÉFICIAIRES DE L'ACCORD DE REVENDECTION FONCIÈRE GLOBALE – RAPPORT D'AVANCEMENT

L'entrepreneur convient par les présentes de fournir des renseignements sur la participation des bénéficiaires de l'accord sous la forme ci-dessous :

Nom du fournisseur		Nom du contrat	
Numéro du contrat		Période visée	
Nom de l'autorité contractante		Brad Campbell	

Registre de participation pour cette période de déclaration

Bénéficiaires de l'Accord	(A) Accord Heures / Dollars	(B) Total Heures / Dollars (Accord et Non- Accord)	% de l' Accord sur le total (A) / (B)
Sous-traitance			

(C) Total des dollars de sous-traitance au titre de l'Accord accumulés à date	
(D) Total des dollars de sous-traitance accumulés à date	
Pourcentage de dollars de sous-traitance au titre de l'Accord à date (C/D)	

RAPPORT NUL : Nous n'avons pas fait affaire avec le gouvernement fédéral au cours de cette période []

PRÉPARÉ PAR :

NOM :

NUMÉRO DE TÉLÉPHONE :

SIGNATURE :

DATE :

ANNEXE « D » - POSSIBILITÉS OFFERTES AUX AUTOCHTONES – CRITÈRES D'ÉVALUATION

Ce marché est assujéti aux ententes sur les revendications territoriales globales suivantes (ERTG) :

- Entente sur la revendication territoriale globale des Gwich'in, article 10 - Mesures économiques;
- Convention définitive des Inuvialuit, article 16 - Mesures économiques ;
- Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et Métis du Sahtu, article 12 – Emplois et marchés du gouvernement ;
- Accord sur les revendications territoriales du peuple tlicho, chapitre 26 - Mesures économiques

FACULTATIF

La présente annexe donne au soumissionnaire la possibilité de bénéficier d'une déduction de prix par rapport à son prix offert évalué total en faisant participer à l'exécution de ce contrat les bénéficiaires de l'Accord.

POUR FINS D'ÉVALUATION SEULEMENT, une déduction de jusqu'à 5 % pourrait être appliquée au « prix offert évalué total » sur la base de la présentation d'une preuve que le soumissionnaire a répondu aux critères d'évaluation suivant concernant les bénéficiaires de l'Accord. Les preuves relatives aux efforts déployés ou aux engagements pris par le fournisseur devraient comprendre, sans s'y limiter, le nom de la personne ou des entreprises contactées et la nature des engagements au moment de la présentation et selon le cas.

Pour chaque point gagné au regard des critères d'évaluation ci-dessous, un pourcentage équivalent sera déduit du prix offert évalué total du soumissionnaire.

Article	Description	Note	Pourcentage de déduction
1.	<p>Bureaux – l'existence ou la création de sièges, de bureaux administratifs ou d'autres installations dans l'une ou l'autre des régions visées par les ententes sur les revendications territoriales globales.</p> <p>Le soumissionnaire a prouvé l'existence ou la création de :</p> <p>1 point – 1 bureau ou autre installation 2 points – 2 ou plus bureaux et/ou autres installations</p> <p>Les points ne sont pas cumulatifs.</p>		
2.	<p>Sous-traitance – emploi de main-d'œuvre participante, recours aux services de spécialistes participants ou recours à des fournisseurs participants qui peuvent agir à titre de sous-traitants pour contribuer à l'exécution du marché.</p> <p>Bénéficiaire d'ERTG (participants) L'engagement sera évalué comme pourcentage de la valeur du contrat dépensé/dirigé en faveur des fournisseurs participants par rapport à la valeur</p>		

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EP721-151811/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
PWGSC-EP721-151811

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
EDM-4-37257

Id de l'acheteur - Buyer ID
edm305
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

	<p>estimative totale de l'ensemble du projet.</p> <p>Remarque : Si le soumissionnaire lui-même est une entreprise participante, il peut inclure sa partie du contrat dans la valeur de l'engagement en faveur d'un fournisseur participant.</p> <p>1 point – 20 % à 44 % de la valeur totale du marché 2 points – 45 % à 69 % de la valeur totale du marché 3 points – 70 % à 100 % de la valeur totale du marché</p> <p>Les points ne sont pas cumulatifs.</p>		
	Nombre maximum total de points disponibles	5	
	Pourcentage maximum de déduction gagné		

Property Condition

Excellent
Très bien
Bien
Moyen
Mauvais

Neighbourhood Condition

Excellent
Très bien
Bien
Moyen
Mauvais

Housing Type

1 étage
1.5 étage
2 étage
3 étage
2 niveaux
Maison mobile
Maison à demi-niveaux
Maison en rangée
Inconnu

Brouillon

Housing Form	Parking Type	Basement Type	Province
Détaché	Superficie	Aucun	Alb. / AB
Appartement	Abri pour une voiture	En partie - Non fini	C.-B. / BC
Maison jumelée	Abri pour deux voitures	En partie - Fini en partie	Î.-P.-É. / PE
Duplex	Garage détaché simple	Complet - Non fini	Man. / MB
Triplex	Garage attaché simple	Complet - Fini en partie	N.-B. / NB
Quadruplex	1 stationnement souterrain	Complet - Fini au complet	N.-É. / NS
Maison en rangée	Garage détaché double	Surélevé complet - Non fini	Nt / NU
Garage	Garage attaché double	Surélevé complet - Fini en partie	Ont. / ON
Inconnu	2 stationnements souterrains	Surélevé complet - Fini au complet	Qc / QC
	Garage détaché triple	Surélevé en partie - Non fini	Sask. / SK
	Garage attaché triple	Surélevé en partie - Fini en partie	T.-N.-L. / NL
	3 stationnements souterrains	Surélevé en partie - Fini au complet	T.N.-O. / NT
	Inconnu	Inconnu	Yn / YT

Brouillon

Number	Lease Status	Yes No	No Yes	Source
0				
1	Existant	Oui	Non	Inspection matérielle
2	Récemment négocié	Non	Oui	Interview téléphonique
3	Augmentation requis			Locateur / locatrice
4	Inconnu			Gestionnaire immobilier
5				Autre
6				
7				
8				
9				
10				

Brouillon

Liste de vérification pour les logements comparables (version longue)	Comparable 1
Adresse municipale	
Code postal	
Communauté	
Province	
Année de construction	
Source d'information	
Taille du lot (dimensions - m² et pi²)	
Formulaire de logement	
Type de logement	
Superficie totale d'habitation (m² et pi²)	
Nbre de salles de bain à 4 éléments	
Nbre de salles de bain à 3 éléments	
Nbre de salles de bain à 2 éléments	
Nbre de chambres à coucher	
Nbre de terrasses / patios	
Nbre de foyers	
Type de sous-sol	
Type de stationnement	
Condition de la propriété	
Condition du quartier	
Loyer mensuel	
Loyer annuel	
État du bail	
Services	
Cuisine modernisée	
Dans l'affirmative, fournir des détails sur les mises à jour, y compris l'année, si elle est connue.	
Salles de bain modernisées	
Dans l'affirmative, fournir des détails sur les mises à jour, y compris l'année, si elle est connue.	
Portes et fenêtres modernisées	

Dans l'affirmative, fournir des détails sur les mises à jour, y compris l'année, si elle est connue.	
Extérieur et isolation modernisés	
Dans l'affirmative, fournir des détails sur les mises à jour, y compris l'année, si elle est connue.	
Chauffage modernisé	
Dans l'affirmative, fournir des détails sur les mises à jour, y compris l'année, si elle est connue.	
Électricité modernisée	
Dans l'affirmative, fournir des détails sur les mises à jour, y compris l'année, si elle est connue.	
Appareils électroménagers inclus	
Réfrigérateur	
Cuisinière	
Lessiveuse	
Sécheuse	
Lave-vaisselle	
Autres	
Commentaires additionnels	
Nom de la photo	
Évaluation du bien immobilier courante	
Taxes	